

# **Evaluation de la sécurité alimentaire et ses déterminants dans la province du Kassaï Central, en République Démocratique du Congo**

Kongolo, M.\*

**Résumé:** L'objectif de cet article est d'évaluer la situation de la sécurité alimentaire dans la province du Kassaï Central. L'évaluation est basée sur les données secondaires en provenance de recherches antérieures sur les sujets semblables au sujet traité. L'étude a été développée en utilisant les données secondaires obtenues par la méthode "documentaire". Le recueil des données porte sur un échantillon aléatoire de 864 ménages dans les deux strates de Kananga et le milieu rural. Les résultats montrent que l'insécurité alimentaire dans la région s'est détériorée et la vulnérabilité des populations a augmentée. Les chocs d'insécurité alimentaire et les conditions climatiques présentes ont été exacerbés suite à une baisse de production agricole et d'une extrême pauvreté suite à une hausse du prix des denrées alimentaires. L'étude conclue que l'insécurité alimentaire menace la vie des ménages si l'Etat n'arrive pas à prendre des mesures nécessaires contre la faim. L'étude recommande plusieurs projets de lutte contre l'insécurité alimentaire, la faim et la création d'emploi doivent être exécutés afin d'améliorer la situation.

**Mots Clé:** Sécurité alimentaire, production agricole, déterminants, développement agricole, Kassaï Central, RDC.

**Abstract:** The aim of this paper was to evaluate food security situation in Kasai Central region of DRC. Secondary sources of information was used, and the data collected from a sample of 864 households using a document method study. The results suggest that food security situation in the region has been deteriorating to the extent of rendering population more vulnerable and poor. Food insecurity shocks together with extreme weather conditions have been the main factors leading to reduction in agricultural production. Conditions which led to extreme poverty as a result of increases in food prices. The study concludes that food insecurity threatens the lives of many households in the study area. That the necessary steps should be taken by the government in order to reduce food shortages and save the lives of million people in the region. The study, therefore, recommended that various projects should be implemented to fight food insecurity and creation of jobs.

**Key words:** Food security, food production, determinants, agricultural development, Kasai Central, DRC.

---

## **I. Introduction**

La sécurité alimentaire est un droit humain fondamental reconnu dans la déclaration universelle des droits de l'homme promulguée en 1948: « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires. » (CIUSSS, 2023). La sécurité alimentaire est essentielle pour que tous les individus d'une société puissent être en santé et développer leur plein potentiel, peu importe leur origine, leur âge, leur sexe, et leur classe sociale. Viser la sécurité alimentaire permet égale à améliorer la santé et le bien-être des citoyens, et de progresser vers un bien-être collectif. Actuellement, les ressources alimentaires de la région sont suffisantes pour nourrir tous les habitants. Il est clair que le problème de la faim et du manque d'aliments découle de nos décisions politiques et de nos choix de société. Se mobiliser contre l'insécurité alimentaire avec les personnes qui en souffrent relève d'une responsabilité à la fois personnelle et collective (Banque Mondiale, 1996).

Selon Ruvimbo (2023), la sécurité alimentaire est une préoccupation majeure de chaque nation, dans un contexte de conflit et d'insécurité multiforme que la région a connu. Parallèlement à l'augmentation constante de la population régionale, les technologies évoluent à un rythme accéléré et l'économie est de plus en plus interconnectée et mondialisée. Comme dans le passé la configuration de l'économie Congolaise n'a pas été productive et d'une bonne performance, on peut atteindre à une nouvelle économie plus performante et productive. Toutefois, dans cette économie du passé, presque toutes les régions du pays n'ont pas connu même

une moindre croissance soutenue. L'économie de la RDC, considérée dans son ensemble, a été totalement détruite suite aux exploitations illégales qui ne permettaient pas à accroître autant que prévu. Les conflits et l'instabilité ont augmentés et deviennent plus difficiles à résoudre, suscitant des déplacements de populations le plus souvent (Soumare et al, 2020). D'autre part, le changement climatique et l'accroissement des extrêmes conditions climatiques agissent négativement sur la productivité agricole, la production d'aliments et les ressources naturelles. Ceci avec des répercussions sur les systèmes alimentaires et les moyens d'existence des populations rurales, qui a conduit à une diminution du nombre d'agriculteurs. Tout cela a comme conséquence des modifications en profondeur des modes de production, de distribution et de consommation des aliments partout dans la région, et aux nouveaux défis dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé (FAO et al., 2019).

(\*) Université Pédagogique de Kananga (UPKAN), Kananga, République Démocratique du Congo.

La sécurité alimentaire est fonction de l'accès physique, social et économique de toute la population à la nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins alimentaires pour une vie saine et active (Ruvimbo, 2023). Le prix des produits agricoles est aussi un outils pertinent dans la chaîne d'approvisionnement, qui influence la sécurité alimentaire (Kareem, Kareem, 2021). La hausse du prix des produits agricoles et alimentaires augmente le nombre de ceux qui tombent dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire (Matz et al, 2015). Ceci est une mise en évidence de la situation de pandémie Covid-19 et la crise actuelle entre la Russie et l'Ukraine, événements au cours desquels le prix des produits alimentaires est beaucoup revu à la hausse par conséquent volatile, en particulier au début du conflit, avec une incidence négative sur la sécurité alimentaire dans la plupart des nations, notamment dans les pays en développement (Flaig, 2023).

### 1.1 La Problématique

Parmi les cultures destinées à la consommation en RDC: le maïs, le manioc et le riz sont des principaux aliments de base des Congolais. Le maïs et le riz sont aussi une source très importante de revenu des ménages. Le manioc est un important aliment consommé par les ménages dans les deux provinces du Kassaï. Les autres cultures importantes sont la banane, l'haricot, l'arachide, et d'autres. La perte de la production de maïs, principale source de revenu et de nourriture pour la vaste majorité de la population de région, contribue à fragiliser davantage la situation socio - économique des ménages (WFP, 2019). Face à cette situation, une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence doit être faite pour la province du Kassaï Central (UN, 2020). Si l'objectif de développement durable qui consiste à éradiquer la faim d'ici 2030 ne sera pas atteint, la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans beaucoup des pays seront très difficile (FAO, 2023). Entre 350 et 400 milles personnes ont souffert de la faim en 2022 suite à une insécurité alimentaire au Kassaï. Si l'on considère la moyenne qui s'établit à 375 milles, cela représente une augmentation d'environ 122 milles personnes par rapport à 2019. Entre 350 et 400 milles personnes ont souffert de la faim en 2022 suite à une insécurité alimentaire (FAO, 2023). La faim continue à gagner du terrain dans toutes les régions du Kasai (Kasai Central, Kasai Oriental, Lomomi et Sankuru). Bien que les chiffres relatifs à la faim dans les régions demeuraient stables entre 2021 et 2022 la population continue à subir une crise alimentaire du maïs qui s'est aggravée à des nombreux endroits (FAO, 2023a). Au fur et à mesure la faim continue à gagner du terrain au Kasai, en dans ces régions (WFP, 2023; FAO, 2023), l'accès à une alimentation saine continuera à se détériorer, et en même temps, la capacité de se procurer des aliments sains sera réduite à l'échelle régionale (FAO, 2023). Plus de 42 % de la population régionale n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement en 2021(WFP, 2019). La situation alimentaire révèle que 3,2 millions de personnes sont en insécurité alimentaire sévère, soit 66% des personnes en insécurité alimentaire sont localisées dans la province du Kassaï (Table 1). Cela représente une augmentation d'environ 90.000 par rapport à 2019 (FAO, 2023b).

**Table 1: Personnes affectées par l'insécurité alimentaire par région**

Régions	Top 2017	En sécurité alimentaire	En sécurité alimentaire limitée	En sécurité alimentaire Modérée	En sécurité alimentaire sévère
Kassaï	4.067.219	24.403	723.965	1.175.426	2.143.424
Kassaï Central	2.437.854	39.006	192.590	1.452.961	7.532.297
Kassaï Oriental	1.791.054	161.195	569.555	925.975	136.120
Lomami	2.419.678	408.926	880.763	984.809	147.600
Sankuru	1.764.167	151.718	495.731	1.058.500	58.218
				5.597.672	3.238.659

Source: WFP (2019); FAO (2023b).

Par ailleurs, des millions d'enfants de moins de 5 ans continuent à souffrir de la malnutrition. En 2022, 148 milles (soit 22,3 %) présentaient un retard de croissance, 45 milles (soit 6,8%) étaient menacés et 37 milles (soit 5,6 %) étaient en surpoids (FAO, 2023a). Il n'en demeure pas moins que des efforts concertés seront nécessaires pour atteindre les cibles relatives à l'insécurité alimentaire et la malnutrition à l'horizon 2030 (Elboujdaini, 2023). Les populations rurales sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition due à une augmentation de l'urbanisation qui influence les modes d'alimentation et les choix alimentaires. L'idée élémentaire d'une dichotomie entre les zones rurales et les zones urbaines ne suffit plus à cerner les incidences de l'urbanisation sur les systèmes agro - alimentaires. Il est nécessaire d'adopter une perspective fondée sur la notion de continuum rural-urbain, qui prend en considération tant le degré de connectivité entre les personnes que les différents types de liens entre les zones urbaines et rurales (Elboujdaini, 2023). Etant donné la description de la production agricole dans la région, cet article évalue l'insécurité alimentaire et ses déterminants dans la province du Kassaï Central.

## **1.2 Un clin d'oeil sur la République Démocratique du Congo (RDC)**

Située dans la région des grands lacs, en Afrique Sub-Saharienne, la RDC est le 2ème plus grand pays du continent africain avec une superficie d'environ 2.345.410 km<sup>2</sup>. Le pays dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. L'agriculture paysanne occupe 70% de la population active. La végétation de la RDC peut supporter un élevage d'environ 40 millions de têtes des gros bétails et la densité halieutique du pays est estimée à 700 000 tonnes de poisson par an. Avec cette potentialité, la RDC est capable de nourrir environ 2 milliards de personnes au monde (FAO, 2023a). Le sous - sol de la RDC dispose également d'importantes potentialités minières stratégiques diversifiées en occurrence du cuivre, diamant, or, uranium, colombo-tantalite, coltan, pour ne citer que cela. Malgré toutes ces potentialités, le pays recourt encore aux importations pour chercher à couvrir le déficit alimentaire (FAO, 2023a).

## **II. Review de Littérature**

La sécurité alimentaire est assurée lorsque « toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine », (FAO, 2006). Malgré une diminution relative du prix des denrées alimentaires depuis 2008, le nombre de personnes sous-alimentées a continué d'augmenter depuis 2009. Cette crise alimentaire a remis la lutte contre la faim au cœur des préoccupations internationales. Depuis 2008, les Etats, les agences des Nations unies et une grande partie des mouvements sociaux ont pris position sur les causes de la crise et les moyens d'y remédier (Sané, 2020). Mais si la proportion de personnes concernées par l'insécurité alimentaire diminue en valeur relative dans certaines parties du monde, elle reste élevée en valeur absolue (de l'ordre d'un milliard de personnes chaque année) du fait, d'une part, l'accroissement naturel et d'autre part, de l'impact croissant des crises alimentaires récentes. Il devient alors pertinent de mieux connaître les facteurs explicatifs dans des contextes spécifiques (Sané, 2020). Tout en étudiant certaines grandes famines qui ont eu lieu dans l'histoire de l'Inde, Sen (1987), il est observé que les proportions de nourriture étaient aux niveaux adéquats en RDC mais non accessibles aux pauvres par manque de ressources. Par conséquent, la sécurité alimentaire s'est transformée en un paradigme plus complet par lequel la capacité nationale d'un ménage à accéder à la nourriture était soulignée comme le moyen le plus important par lequel le problème de la faim mondiale pourrait être résolu.

Sur cette même lancée, Staatz (1990) conçoit la sécurité alimentaire comme la capacité de mettre en place un système alimentaire qui fournit à toute la population un approvisionnement alimentaire nutritionnellement adéquat en long terme. Maxwell & Frankenberger (1995) pensent que la sécurité alimentaire est assurée lorsque la viabilité du ménage, défini en tant qu'une unité de production et de reproduction qui n'est pas menacée par un déficit alimentaire. La disponibilité des aliments peut être appréhendée au niveau national et dans les ménages. Au niveau national, les disponibilités en denrées alimentaires sont assurées par une croissance de la production domestique et le recours au commerce international éventuel. L'aide alimentaire peut intervenir en cas d'urgence ou dans le cadre de programmes spécifiques (Sané, 2020). La stabilité des disponibilités résulte des marchés approvisionnés au cours de l'année et d'une auto - substance garantie par une production et un stockage adéquats. L'insécurité alimentaire a pour conséquence la famine et la malnutrition. Bidou et Droy (2007) soulignent que « l'insécurité et la pénurie alimentaire sont les formes les plus extrêmes des aspects multi - dimensionnels de la pauvreté dans une région ou dans un pays. Citez par Détry et Hérault, Ouedraogo et al, (2007) expliquent qu'au sein d'une population, c'est toujours la couche pauvre ou vulnérable qui ne parvient pas à satisfaire l'ensemble de ses besoins, même en conjoncture moyenne.

Le lien entre pauvreté et insécurité alimentaire a été établi dans plusieurs études comme démontre les

paragraphe antérieures. De même qu'il existe plusieurs dimensions de l'insécurité alimentaire. On distingue également la pauvreté chronique ou persistante et la pauvreté transitoire. Ceux qui sont victimes de la pauvreté persistante, donc en long terme sont également les plus exposés à l'insécurité alimentaire chronique. La pauvreté est souvent appréhendée en termes du niveau de vie sous l'angle monétaire (Sané, 2020). Malgré son insuffisance, l'approche par la pauvreté monétaire est prédominante, en dépit des tentatives de contextualisation (Kareem, 2023 ; Flaig, 2023). Dans sa définition de l'insécurité alimentaire, la FAO (2006) met l'accent sur l'accès, pour un ménage, à un régime alimentaire satisfaisant sur le plan nutritionnel. La question est comment mesurer le niveau d'insécurité alimentaire. Maxwell & Frankenberger (1995) pensent que la sécurité alimentaire est assurée lorsque la viabilité du ménage, défini en tant qu'une unité de production et de reproduction, n'est pas menacée par un déficit alimentaire. Même si les définitions de la sécurité alimentaire peuvent se différer, un consensus se dégage, en revanche, sur les fondamentaux du concept. En effet, quelle que soit la définition, quatre aspects apparaissent constamment: la disponibilité, l'accessibilité à la nourriture, la qualité et la stabilité.

### **III. Méthodologie**

Pour évaluer la sécurité alimentaire et identifier les déterminants de la consommation alimentaire des ménages vulnérables dans la province du Kassai Central, pour cet article, nous avons utilisé une approche qualitative. Elle vise à obtenir des informations détaillées sur les besoins et le comportement des ménages sur un marché ciblé. Elle vise à comprendre les attitudes, les comportements et les besoins d'un panel de personnes, généralement d'un ensemble de consommateurs ou d'une population en particulier. L'approche qualitative est donc particulièrement adaptée aux situations dans lesquelles les données chiffrées ne sont pas suffisantes pour apporter une réponse complète à la question. Il s'agit de répondre aux problématiques d'une entreprise en phase de développement d'un nouveau produit ou en restructuration de son offre commerciale. La méthode d'observation est une technique qui consiste à sélectionner, observer, lire, toucher et enregistrer le comportement et les caractéristiques d'êtres vivants, d'objets ou de phénomènes (De Ketele & Roegiers, 1993). A partir de la littérature existante, il y a une indication d'une insécurité alimentaire dans la région. L'avantage de l'observation sur terrain est sa franchise. On peut collecter des données au moment où elles se produisent. Le but était de souligner et renforcer l'importance de lutter contre l'insécurité alimentaire dans la région. Les données collectées pendant l'observation décrivent les phénomènes observés tels qu'ils se produisent dans leur milieu naturel (Haggett, 1977). L'analyse qualitative permet une plus grande liberté d'expression, l'interrogé(sélectionné) se sent plus libre de donner une réponse authentique étant donné qu'il n'est pas influencé par un groupe (Astalin, 2013).

#### **3.1 Source des données**

Cette recherche est basée sur les données secondaires à partir de la littérature antérieure sur le sujet. L'étude est développée avec l'aide des données secondaires recueillies sur un échantillon aléatoire de 864 ménages. L'échantillon constitue les deux strates de la ville de Kananga (le milieu urbain avec 60 pourcent) et le milieu rural (avec 40 pourcent) des ménages. Les deux sous-échantillons comptent environ 518.40 ménages pour le milieu urbain et 345.60 ménages pour le milieu rural respectivement. Selon De Ketele & Roegiers (1993), on peut collecter les données au moment où elles se produisent, et les données collectées de cette manière décrivent les phénomènes observés tels qu'ils se produisent dans leur milieu naturel. Ainsi l'analyse qualitative des données permet une plus grande liberté d'expression d'interroger et de donner une réponse authentique étant donné qu'il n'est pas influencé par un groupe (Haggett, 1977). Il a été observé que dans la ville de Kananga s'était présentée une grande disparité en termes de l'insécurité alimentaire ainsi que la pauvreté, constituant environ 55 % de l'échantillon urbain et celle du milieu rural constitue 45 %, malgré un grand nombre des ménages vivant dans la pauvreté. Des données ont été analysés par moyen des tables en utilisant programme Excel (Bogdan & Biklen, 2006). L'analyse de ces différentes données consiste d'évaluer le problème de sécurité alimentaire d'une manière générale pour un changement positif dans la région (Yabile, 2013).

### **IV. Résultats et Discussion**

#### **4.1 Résultats**

Le maïs, manioc et le riz sont des principales cultures destinées à la consommation des ménages. Elles occupent également une place importante en terme des sources de revenu. Le manioc est un aliment consommé par les ménages dans toutes les provinces du Kassai. En 2016, la production céréalière brute nationale (maïs et riz) était estimée à environ 5.333.738 tonnes, dont 3.373.058 tonnes de maïs. En 2015, la production brute nationale était estimée à 4.397.184 tonnes. Montrant une baisse d'environ 936 554 par rapport à l'année dernière. En 2015, la production nationale brute de maïs était en baisse de -1.017.361 tonnes tandis que celle du riz a augmenté de 80.807,44 tonnes (FAO, 2023b). En 2016, la production totale brute de maïs était d'environ

502.963 tonnes dans la province du Kassaï Central, Kassaï, Lomami et Sankuru. Celle-ci montre la baisse d'environ 1.3% par rapport aux années passées. En général, la situation analytique complète sur la production céréalière par province montre des baisses importantes pour le maïs dans les provinces du Kassaï (-64%) et du Kassaï Central (-33%). Table 2 montre les pourcentages des principales cultures pour la consommation et la commercialisation.

**Table 2: Principales cultures pour la consommation et la commercialisation**

Principales cultures pour alimentation (% ménage)		Principales cultures de rente (% ménages)	
Arachide	1.3	Arachide	19.3
Haricot	0.4	Agrume	0.1
Maïs	8.1	Banane plantain	0.4
Manioc	11.7	Cafe	0.5
Riz	5.9	Maïs	18.8
Sésame	0.1	Mangue	0.1
Sorgho	0.1	Palmier à huile	1.3
		Riz	9.0

Source: WFP (2019).

Durant la même période, la production agricole a augmenté dans le Sankuru (+120%) et dans le Lomami (+3%) (WFP, 2019). L'arachide est la principale culture destinée à la vente pour se procurer des revenus. La production de maïs en 2016 a baissé de 26% par rapport à 2015 dans la province du Kasai. Les déplacements massifs de la population durant la période de semis (septembre 2016) ensemble avec une forte incidence des attaques de chenilles légionnaires expliquent ces importantes pertes de la production de maïs. Selon la FAO (2023), la consommation moyenne de maïs est de 150 kg par personne par an. Pour couvrir les besoins de la population, toutes les provinces du Kasai doivent produire au moins 1,8 million de tonnes de maïs (Table 3).

**Table 3: Statut de ménage et nombre de repas par jour**

Statut de ménage	Nombre de repas par jour
Déplacé camp	1.2
Déplacé en famille d'accueil	1.3
Réfugié	1.2
Retourné	1.5
Résident	1.7
Total	1.6

Source: WFP, 2019 ; FAO, 2023a.

Le déficit brute est estimé à environ 1,06 million de tonnes de maïs (FAO, 2023). Table 3 montre statut de ménage et nombre de repas estimé par jour par ménage. Les ménages ont fortement réduit leur consommation alimentaire et ils consomment en moyenne 1,6 repas par jour. Les personnes déplacées consomment en moyenne 1,2 à 1,3 repas par jour. Environ 62 % des ménages n'ont pas pu cultivé durant la campagne agricole 2016/2017 (Table 3). L'analyse de cette situation montre qu'environ 3,2 millions de personnes sont exposées à l'insécurité alimentaire sévère, ainsi 66% de personnes en insécurité alimentaire se trouvent dans la province du Kasai Central (Matz et al, 2015). La population congolaise est actuellement estimée à plus de 100 millions d'habitants, sa croissance annuelle est d'environ 3 %. Cette population est en prédominance féminine avec 53 %, et elle est extrêmement jeune avec 50 % de la population ayant moins de 15 ans. La majeure partie de la population Congolaise vit en milieu rural. Malgré l'engagement pris, en 2003 à Maputo au Mozambique par les Chefs d'Etats de l'Union Africaine avec les anciens dirigeants du gouvernement, d'allouer au moins 10% du budget national annuel au secteur agricole, celui de la RDC se situe encore à environ 3% (FAO, 2023b).

**Table 4: Production de maïs dans les provinces du Kasai et du Kasai Central (2013/2016)**

Production de maïs (Tonnes)	2013	2014	2015	2016	Variation (2016/2015)
Kasai	122.478,0	197.410,0	82.818,0	48.287,1	-66 %
Kasai Central	147.024,0	137.399,0	98.091,9	84.899,0	-33 %

Source : Estimation d'Autheur (2023).

Agriculture est la cheville ouvrière de l'économie du pays, employant environ 70 % de la population active et contribuant à une grande part du PIB. Elle protège la sécurité alimentaire des ménages. La RDC est l'un des plus grands pays du monde, avec ses terres fertiles, elle détient un énorme potentiel agricole. Cependant, la production agricole est entravée par un certain nombre de facteurs, dont les conflits sur les ressources naturelles. Les conflits ont fait fuir beaucoup des ménages capables de semer et récolter les produits agricoles destinés à la consommation et au commerce (FAO, 2023b). La production agricole dans les provinces du Kasai est en baisse. Le manioc, le maïs, les haricots, la banane, plantin et le riz sont les aliments de base en RDC. Le bilan déficitaire de la campagne agricole 2016 montre que la production céréalière, notamment du maïs et du riz, est en hausse, environ 21% par rapport à la moyenne 2013-2015 (Table 5).

**Table 5: Evolution de la production de maïs 2013-2016**

Province	2013	2014	2015	2016	%
Kassai C.	74.154,204		64.818	48.287	64,50
Kassai O.	632.251,2112	637.105,2787	458.092	524.899	114,58
Lomami	309.874		298.518	153.891	51,55
Sankuru	29.337,52	14.467,74	76.000	15.886	21,03
Total	1.045.616,935	651.573,0187	897.428	742.963	83,80

Source: Estimation d'Autheur (2023)

Les productions de maïs et de riz ont progressé respectivement de 19% et 16%. En dépit de cette hausse de production, le pays est largement déficitaire et doit importer des produits alimentaires de base. Par exemple, à raison de 400 grammes de céréales par personne par jour, le besoin national est estimé à 11,95 millions de tonnes alors que la production nationale est seulement de 3,37 millions de tonnes (FAO, 2023b). Toutefois, en 2016, la production de maïs a été en dessous de la moyenne normale. Par rapport à 2015, la production de maïs a baissé de 23%, due aux attaques de chenilles légionnaires et les déplacements de population, comme éléments justifiant cette baisse. La baisse de production importante a été enregistré dans les provinces du Kasai et Kasai Central ; -64% et -33% respectivement. Dans ces provinces, les stocks paysans sont quasi nul (WFP, 2019). Au cours de cette étude, il a été observé qu'environ 61% des ménages n'avaient pas cultivé. Le plus grand pourcentage était de 55% observé dans la région. Cependant, dans cette province, le déplacement(éxode) à lui seul n'explique pas cette situation, il faut ajouter que l'activité minière y est prépondérante. Les ménages agricoles qui n'auraient pas cultivé rencontrent divers problèmes. Le manque d'accès à la terre (57%) et le manque de main d'œuvre agricole sont des facteurs importants qui limitent la production agricole. En effet, le manque de main d'œuvre agricole est un facteur important. Puisque les jeunes abandonnent l'agriculture pour les mines de diamant, notamment dans la province du Kasai (Kinimo, 2013).

#### 4.2 Discussion

La production de maïs dans la province du Kasai Central est en baisse depuis bientôt quelques années. En 2016, la baisse était estimée à 26% par rapport à 2015 dans la province (WFP, 2019). La consommation moyenne de maïs est de 150 kg par personne par an. Ainsi, afin de couvrir les besoins de la population du Kasai Central, la province doit produire au moins 250 millions de tonnes de maïs par an. D'une manière générale, la province du Kasai est confrontée à une crise humanitaire majeure, née d'un conflit entre les pouvoirs politiques et les chefferies traditionnelles. Depuis septembre 2016, ce conflit a occasionné le déplacement d'environ 1,4 million de personnes (FAO, 2023). Ces déplacements massifs ont fortement perturbé les moyens d'existence des populations dans cette région. En 2016, la production brute de maïs, principale aliment de base, était estimée à 742.963 tonnes. Cela montre une baisse d'environ 17% par rapport à 2015. Dans la province du Kasai, la production de maïs a baissé de plus d'un quart ou 26 % par rapport à 2015 (FAO, 2023).

Les changements observés dans les habitudes alimentaires résultent des difficultés financières auxquelles sont souvent confrontés les ménages. Ce qui les conduit à une réduction de leurs consommations ou à préférer d'autres denrées alimentaires plus accessibles financièrement. L'augmentation du prix des produits alimentaires a un impact très négatif sur l'accès des aliments par les ménages. La résilience à l'insécurité alimentaire dépend des stratégies qui sont entre autres les aides de parents et amis, l'utilisation des épargnes, les ventes des batails, des capitaux ou biens en nature. Le système de réstournes est un investissement traditionnel qui aide également les ménages à épargner et à partager davantage des bénéfices au sein des villages. Ceci constitue un modèle d'assurance sociale informelle pour accroître la capacité de résilience des ménages (Dillon, 2011). L'accès à une alimentation saine s'est détérioré, et en même temps, la capacité de se procurer des aliments sains s'est réduite à l'échelle régionale (Flaig, 2023). Plus de 13 milles personnes de la population de la province du Kasai Central n'ont pas eu les moyens de s'alimenter sainement en 2021. Cela représente une augmentation d'environ 113 milles par rapport à 2019. Par ailleurs, des milliers d'enfants continuent de souffrir de la malnutrition. Ces résultats sont basés sur des principaux indicateurs de la sécurité alimentaire, qui en fait, sont les scores de la consommation alimentaire (Kareem, 2023).

Ces scores indiquent les indices composites mesurant la fréquence et la diversité de consommation des principaux groupes d'aliments. En même temps, ils montrent aussi l'accès et l'utilisation des aliments par les ménages. Selon les grandeurs des scores de la consommation alimentaire, on constate que dans la région les ménages sont divisés en trois groupes, notamment la consommation alimentaire pauvre de 0 - 28; la consommation alimentaire limite de 28,5 - 42 ; et la consommation alimentaire acceptable de plus 42. Ce qui montre que le système d'approvisionnement alimentaire dans la régions est caractérisé par des précipitations irrégulières qui ne garantissent pas une bonne production agricole. On peut également signaler que les changements observés dans les habitudes de la consommation alimentaires s'associent aussi aux difficultés financières auxquelles sont souvent confrontés les ménages. Ce qui conduit à une réduction de leurs consommations ou à préférer d'autres denrées alimentaires plus accessibles financièrement (Soumare et al, 2020). L'augmentation des prix des denrées alimentaires influence négativement sur l'accès à l'alimentation (Ruvimbo, 2023 ; Kareem, 2023).

En ce qui concerne les déterminants de la sécurité alimentaire au Kasai Central Comme indiqué précédemment, on peut citer la vulnérabilité des populations aux chocs climatiques récurrents, exacerbée par les conflits et l'extrême pauvreté réduisent l'accessibilité des ménages à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cependant, une diversité de facteurs dans le domaine social, économique et environnemental affecte aussi la sécurité alimentaire dans la région (Tarno, 2012). Parmi les facteurs socio-économiques, on peut considérer la démographie et le chômage de la jeunesse qui aussi influence la sécurité alimentaire. Environ 40 % de la population de la province du Kasai Central âgée de 20 à 50 ans ont un taux de chômage élevé dans les zones rurales. Ce taux de chômage constitue une menace évidente pour la cohésion sociale et la sécurité alimentaire dans les communautés. Cependant, cette population en croissance se voit confronter à d'énormes obstacles sociales (FAO, 2019). Les difficultés rencontrées par les jeunes sont les problèmes d'insertion économiques, d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Une situation qui peut pousser les jeunes à rejoindre les groupes armés ou devenir des bandits. Les déclenchements des conflits ont aussi eu des impacts négatifs considérables sur le rendement agricole. Dans les zones de conflit il était difficile d'accès pour fournir des stocks alimentaires nécessaires au profit des ménages. Elle n'étaient pas facile pour la plupart des agriculteurs d'y entrer pour acheminer des produits vivriers à leur destination finale (Kimenyi et al., 2014).

## **V. Conclusion**

L'agriculture étant une activité économique principale de la RDC, cette étude est basée sur une échantillon de 864 ménages. L'étude est qualitative et vise à produire des informations détaillées sur les besoins et le comportement des ménages sur le sujet. La méthode d'observation utilisé est une technique qui consiste à sélectionner, observer, lire, toucher et enregistrer le comportement et les caractéristiques d'êtres vivants, d'objets ou de phénomènes (De Ketele & Roegiers, 1993). L'approche qualitative est donc particulièrement adaptée aux situations dans lesquelles les données chiffrées ne sont pas suffisantes pour apporter une réponse complète à une question. L'insécurité alimentaire est un phénomène tragique non seulement pour les ménages concernés, mais aussi pour la nation entière. (Cabral, 2012). Cette étude nous a permis d'apprendre que l'insécurité alimentaire est due non seulement aux chocs climatiques exacerbée par des conflits mais aussi aux difficultés financières (Sané, 2020; Ruvimbo, 2023). Comme résultat, ensemble ils ont rendu les ménages vulnérables et pauvre. Ces facteurs ont créés des situations conduisant à une baisse de la production agricole, avec une augmentation du prix des produits agricoles (Kareem, 2023); qui a conduit à un extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire (FAO, 2023b). D'une manière générale, l'étude nous apprend que la taille du ménage avec beaucoup des membres, le niveau d'études du chef du ménage sont les facteurs principaux qui conduisent les ménages d'être en insécurité alimentaire. Scientifiquement, la valeur de cette évaluation réside dans les arguments avancés qui

permettent de découvrir et de reconnaître les raisons probables de l'insécurité alimentaire ainsi que ses déterminants. Ces facteurs constituent les bases aux quelles le gouvernement provincial devrait exercer son pouvoir en terme de sécurité alimentaire de la population (Brown & Kennedy, 2005).

### Références

- [1]. Banque Mondiale. (1996). Qu'est-ce que la sécurité alimentaire et comment la Banque mondiale la promeut ? <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/brief/food-security-update/>
- [2]. Brown, S. & Kennedy, G. (2005). A case study of cash cropping in Nepal: Poverty alleviation or inequity? *Agriculture and Human Values*, 22, 105-116.
- [3]. Cabral, J. (2012). Insécurité alimentaire en milieu urbain et rural sénégalais : les mêmes causes cause t-elles les mêmes effets?, Working paper, Université Sherbrook, GREDI (08-12) : 20.
- [4]. Cheng, R., Mantovani, A. & Frazzoli, C. (2017). Analysis of food safety and security challenges in emerging african food producing areas through a one health lens: The dairy chains in Mali. *Journal of Food Protection*.
- [5]. CIUSSS. (2023). Qu'est ce que la sécurité alimentaire ? CIUSSS de la Capitale-Nationale <https://www.ciusss-capitale-nationale.gouv.qc.ca/sante-publique/inegalites-sociales-sante/vivre-sans-faim/informer/securete-alimentaire>
- [6]. De Ketele J.M. & Roegiers, X. (1993). Méthodologie du recueil d'informations : fondements des méthodes d'observation, de questionnaire, d'interviews et d'études de documents, De Boeck Université, 226 p.
- [7]. Dillon, A. (2011). The Effect of Irrigation on Poverty Reduction, Asset Accumulation, and Informal Insurance: Evidence from Northern Mali. *World Development*.
- [8]. Elboujdaini, A. (2023). Pour une sécurité alimentaire mondiale et durable. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/monde/801110/securete-alimentaire-mondiale-durable>
- [9]. FAO, FIDA, OMS & UNICEF (2019). L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020.
- [10]. FAO. (2023). Report de l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc6550fr>
- [11]. FAO (2023a). Le pays (RDC) en un coup d'œil. <https://www.fao.org/republique-democratique-congo/fao>
- [12]. FAO. (2023b). La République démocratique du Congo et la FAO - Renforcer la résilience et la sécurité alimentaire durable. <https://www.fao.org/3/ax523f/AX523F.pdf>
- [13]. Flaig, D. (2023). Prix des produits agroalimentaires et flux commerciaux internationaux. Sécurité alimentaire. <https://www.rural21.com/francais/actualites/detail/html>
- [14]. Hagget, P. (1977). *Locational Analysis in Human Geography*, Londres, Edward Arnold, vol. 1, 258 p.
- [15]. Kareem, F.O. (2023). Prix agricoles et sécurité alimentaire – une relation complexe. *Securete Alimentaire*. <https://www.rural21.com/francais/actualites/detail/html>
- [16]. Kareem, F.O. & Kareem, O.I. (2021). Employment responses to EU food safety regulations: a gendered perspective. *The European Journal of Development Research*, 33, 1899-1929.
- [17]. Kinimo, Y. R. (2013). Déterminants de la sous-alimentation des ménages en côte d'ivoire : cas des régions centre et centre-est, *European Scientific Journal* 9(14) : 207–228.
- [18]. Matz, J.A., Kalkuhl, M. & Abegaz, G. A. (2015). The short-term impact of price shocks on food security-Evidence from urban and rural Ethiopia. *Food Security*, 7, 657–679.
- [19]. Ruvimbo MC. (2023). Améliorer la sécurité alimentaire - De: Sécurité alimentaire- Pas à Pas <https://learn.tearfund.org/fr-fr/resources/footsteps/footsteps-71-80/footsteps-77/improving-food-security>
- [20]. Sané, M. (2020). Analyse empiriques des déterminants de la consommation alimentaire et leurs corrélations avec l'insécurité alimentaire chez les ménages vulnérables Sénégalais. *Revue d'Economie & de Gestion*, 04(1) : 1-19
- [21]. Sen A.K. (1987). *Commodities and Capabilities*, Oxford India Paperbacks, Oxford University Press, 89p.
- [22]. Soumare, B., Tangara, M.B., Maiga, O.Y. & Diallo, F. (2020). Déterminants de la sécurité alimentaire au Mali dans un contexte de conflit et d'insécurité. *Revue Malienne de Science et de Technologie*, 1(24), 22- 35.
- [23]. UN. (2018). Plan de Réponse Photo: OCHA/Eve Sabbagh. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. [online] Available at: <<https://goo.gl/9Dz5bZ>>.
- [24]. WFP. (2019). Evaluation approfondie de la securite alimentaire en situation d'urgences dans les provinces du Kassaï , Kassaï Central Kassaï Oriental Lomami et du Sankuru RDC . World Food Programme -0000023449, docs.wfp.org



- [25]. Tarno, M. (2012). Identification des facteurs de crises alimentaire au Niger : une analyse aide des models logit et probit, *Revue d'Economie Théorique et Appliquée*, 2(1) : 85–104.
- [26]. Yabile, K.R., (2013), « Déterminants de la sous-alimentation des ménages en Côte d'Ivoire : cas des régions centre et centre-est », In : *European Scientific Journal*, mai, vol. 9, n° 14, p. 207-228.